

Ensavadur Gwir Breizh
Institut de Droit breton

**ÉLÉMENTS DE
DOCTRINE
DU
DROIT BRETON**

Des injures et diffamations

Traductions, corrections & commentaires par Visan ar Floc'h - Bach

ARTICLE PREMIER
de la Très Ancienne Coutume de Bretagne :

De volonté de justice ; Justice est une volonté établie certaine qui doit donner droit à chacun, et le commandement de Droit est tel Vivre honnêtement, et ne doit nul autrement despire ; ainsi doit l'en faire à chacun sa raison selon Droit. Et il est de Droit écrit, enseigné et arrêté au commencement par l'Institution qui parle de cette matière.

ÉDITÉ LE 16 OCTOBRE 2016 À BREST (BRO LEON)

INTRODUCTION

L'injure, la vilainie et la diffamation sont en Droit breton des délits relevant du droit civil. Les articles coutumiers dont le style établissent une portée morale, fondent la législation bretonne à cet effet.

Nonobstant, il ne se distingue aucune sanction établie par avance – contrairement au droit civiliste romain et dit napoléonien ; la sanction dépendra alors de l'arbitrage du Président de la Cour dans laquelle le délit sera porté à connaissance; soit, sollicité pour enquête et/ou arbitrage, selon les gravités et considérations particulières au dossier, sans échelle unanime et prédéfinie de sanctions hors considérations de la Jurisprudence et du cas particulier présenté.

L'importance du *cas par cas* est ici relevée.

La jurisprudence, essence même du corps d'application des lois et coutumes, se trouve donc traditionnellement l'établissement le plus raisonnable. Le système juridique breton appartenant, **rappelons-le**, à la famille dite de "common law", aux origines brito-normandes, le ou les précédent(s) juridique(s) compose(nt) la procédure législative prioritaire sinon principale ; occasionnant donc un large champs de considérations, aux fins d'établir tant les manières dont doit s'effectuer la procédure que les tenants et aboutissants d'une décision judiciaire de premier ou dernier ressort. La sanction dépend donc de facteurs qui importent davantage pour les parties, leurs représentants et oppositions, de même que la société, l'Institution, la morale, que par la lecture *stricto sensu* des lois inscrites. La portée du manquement au Droit doit ainsi être établie au sein de l'ensemble des considérations.

Dans le cas particulier que nous traitons ici, soit la constance du désaveu législatif d'actes méprisants allant de l'injure à la diffamation et dont les coutumes écrites ordonnent avant tout un rappel des particularités bretonnes en matière de procédure, de l'importance morale que ces délits revêtent pour la société bretonne et l'implication du corps judiciaire, les applications sont à portée de toutes époques et se fondent dans l'Universalité des principes généraux du Droit, mondialement reconnus ; faisant souche locale, législativement convenable et dont nous pouvons tous nous acquitter intemporellement des charges procéduriales inhérentes.

Les coutumes, source principale du Droit en matière d'injures, vilainies et diffamations :

ARTICLE 164 de la Très Ancienne Coutume de Bretagne

Comment justice doit faire de ceulx qui dient injures à autres. Nul ne pout dire villafznie ne injure à nulle personne que l'en ne soit tenu à le li faire amender, ou cas que la injure li nuyrait à li ou es siens de qui respons serroit à lui. Et ne doit estre depuis receu à prouve pour li oster sa bonne renommée, se il ne disoit contre celui que il lui feist aussi grant injure ou villainie, dont il devroit avoir amende qui fut aussi grant comme l'autre. Et quant il avient que aucuns reprannentautres de leurs nycetez ou de leurs pechiez, ou les diffamment, et n'en appartient riens à ceulx ne à leurs amis, [et] en cuident avoir louenge, nul ne les en doit loer, ainz les blasmer, quar ils sont natures foulz. Quar en ce faisant ne povent ils riens gaingnier fors que haine, et par haine povent leurs corps, leurs biens et leurs amis en perill estre, et pour ce ne les doit justice ne autre soustenir, quar [de] despit faire et dire [parolles] de moquerie ne de ledange ne pout nul bien venir.

Comment justice doit être faite concernant ceux qui profèrent des injures à autrui (1). Nul ne peut dire vilainie ni injure à nulle personne que l'on ne serait tenu à le lui faire amender, ou au cas où l'injure lui nuirait ou nuirait aux siens et pour qui l'intéressé en répondrait (2). Il ne doit être depuis reçu à prouver pour lui outre sa bonne renommée, s'il ne disait contre celui qu'il lui fit aussi grande injure ou vilainie, dont il devrait avoir amende qui fut aussi grande (3). Et quand bien même il y aurait quiconque pour reprendre d'autres lourds nicètes ou de lourds pechés, ou les diffammerait, il n'en appartient en rien à ceux-ci ni à leurs amis, pour ensuite avoir louange, nul ne les en doit louer, mais ainsi plutôt les blâmer (4) [...]. En se faisant, ils ne peuvent en rien gagner force que haine, et par haine peuvent mettre en péril leurs corps, leurs biens et leurs amis (5), et pour cela ils ne les doivent soutenir en Justice ni autrement soutenir, car c'est faire en dépit que de proférer des moqueries (6) (...).

(1) Droit en Justice ; (2) définition délictuelle au sens moral ; (3) conditions morales d'appréciation des parties ; (4) complicité délictuelle et introduction de la notion de délit de diffamation ; (5) éléments doctrinaux quant aux sanctions morales et judiciaires ; (6) notions de rejet d'injonction morale par les parties initiatrices et complices du délit.

COMMENTAIRE

L'intégralité de l'article 164 de la TAC confirme l'importance morale que revêt le délit d'injure en droit civil. L'Honneur des parties, la présentation du délit, des intentions et conséquences de sa réalisation effective, portent droit en Justice. L'art. 164 aborde également la complicité délictuelle, l'introduction de la notion de délit de diffamation considérée équitable à l'injure, des éléments doctrinaux et moraux quant aux sanctions que la loi pourrait le plus correctement idéaliser et les notions de rejet de parties ou témoins par la Cour au cours d'un procès pour un défaut avéré de moralité par la participation passive comme active au délit, cadrant également les conditions de définition d'un délit en groupe.

ARTICLE 672 des Coutumes générales de Bretagne

Qui prouve injure lui avoir été faite, l'injuriant n'est reçu pour atténuer la réparation de l'injure à vérifier le fait, par le quel il l'a injurié.

Quiconque prouve qu'une injure lui a été faite, l'injuriant n'est reçu (en Justice) pour atténuer la réparation due à l'injure que si celle-ci et les moyens employés ont été vérifiés.

COMMENTAIRE

L'article 672 des Coutumes générales de Bretagne rappelle que la procédure civile se fonde sur l'apport par l'accusation (*et non par l'Institution, le procureur ou le lieutenant enquêteur*) de preuves à charge concernant un délit commis, et que sans qu'elles soient "vérifiées" par enquête – à charge et à décharge – et/ou par le débat judiciaire (plaid), la défense bénéficie d'abord de la présomption d'innocence avant la précision des charges adjointes aux débats ou d'un non-lieu, à l'appréciation du juge. Cet article confirme donc la doctrine en matière de procédure, cernant la coutume à propos, qu'aux cas d'injures Justice devra honorablement être tenue.

ARTICLE 673 **des Coutumes générales de Bretagne :**

En injures verbales il y a compensation si l'une injure est aussi grande que l'autre.

En matière d'injures verbales, une injure aussi grande en réponse de la première compense l'autre.

COMMENTAIRE

Cet article est un indice pour la cessation ou la non poursuite d'un délit d'injure dans le cas où la partie injuriée a proféré une injure en retour de l'injure initiale. Bien entendu, la loi remet la responsabilité morale aux parties, quant à considérer l'égalité, voire l'équité, entre deux injures proférées l'une pour l'autre, l'une contre l'autre.

L'article ne traite pas des cas de réponses verbales disproportionnées à une première injure, ce qui peut sur ce point donc tout à fait conduire à un procès et ne rentre donc pas dans les termes de l'art. 673 des CG, mais sollicite une mention d'un précédent judiciaire (jurisprudence) ou des articles coutumiers traitant des violences.

INNOVATIONS JURIDIQUES

Les applications présentes ou futures d'innovations juridiques en Droit breton portent sur le caractère numérique des supports employés dans les échanges et rixes sur lesquels portent les délits pouvant être invoqués dans le cadre des lois coutumières, à raison d'un procès, d'un arbitrage, d'une médiation ou d'un rappel d'une à l'autre des parties, des droits et devoirs en Droit breton. Incorporons la notion d'égalité des échanges, dans un monde où les langues se sont intellectualisées, ont été enseignées de façon littéraire, donc étoffées, injures comprises ; la notion d'équité apparaîtrait même plus appropriée, puisque un procès est un moment de recherche de la Vérité, et non un café littéraire soumis à débat linguistique perfectionné – la Justice doit entendre cependant que toute science vient apporter une Vérité plus juste, ou un consensus plus Grand.

Si l'un ou l'autre support différent encore, peut de prime abord n'avoir aucune incidence quant à l'interprétation et l'application des lois bretonnes, les particularités de tous supports numériques, voire interconnectés, par l'observation de l'amplification plus souvent possible de phénomènes traditionnellement admis comme premiers dommages des sociétés civilisées et sur-sociabilisées (injures, diffamations, disputes et lourds affrontements verbaux etc.), toutes les considérations doivent être adjointes à l'appréciation de la Cour. Ainsi, la jurisprudence apporte ou non différenciation des débats et sanctions potentielles, partant des règles établies et évoluant depuis un monde social traditionnel à celui plus virtuel bien que tout aussi social, potentiellement amplifié par des mécanismes étudiés en des sciences connexes (psychologie, sociologie etc.).

Il convient de pouvoir mesurer et certifier les différences de puissances utilisées dans la réalisation de délits d'injures, de vilainies et de diffamations, aux fins de sanctionner plus ou moins lourdement les parties concernées par ces intentions et déploiements particuliers de moyens. Si tel est le cas, bien sûr. Ainsi, les délits peuvent être commis en superposant des moyens différents, et probablement avec l'intention d'en soustraire toute connaissance exacte au public. Des notions internationalement admises entrent alors naturellement en ligne de compte, comme par exemple la confidentialité, privée, militaire ou institutionnelle, que les parties peuvent mêler aux débats pour s'en soustraire tout ou portion. La doctrine du Droit breton doit alors situer chaque évènement dans un contexte EXACT, à commencer par un simple délit d'injure ou de diffamation.

NOTE DESTINÉE À FORMATION

Le juriste breton, entendons qu'il se positionne comme expert, se perfectionne au contact du Monde, de l'exercice de la Justice (en droit breton, suisse, européen, international, kasakh, britannique ou tout autre), de la perception de Justice qu'ont les sujets et citoyens, entre intérêts particuliers ou collectifs, entre la Science du Droit et l'exercice politique de certains "à-côtés" du "rôle" dont on charge allègrement les Tribunaux de tous pays. Un équilibre s'impose, tant dans la pratique propre de chaque juriste, que dans sa conscience intellectuelle du Droit.